

Saint-Benoît, lieu historique de premier ordre

Gaston St-Jacques

Volume 3, Number 1, June 1997

Des Mille Isles aux Deux-Montagnes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/11187ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

ISSN

1201-4710 (print)

1923-2101 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

St-Jacques, G. (1997). Saint-Benoît, lieu historique de premier ordre. *Histoire Québec*, 3(1), 9–11.

Saint-Benoît, lieu historique de premier ordre

PAR GASTON ST-JACQUES*

Tous ceux et celles qui ont une certaine connaissance de l'histoire du Québec savent qu'en 1837 se sont produits des événements graves opposant le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et la population canadienne. Des noms d'hommes qui ont participé activement à ces événements ont été mis en évidence, tels que les Louis-Joseph Papineau, le docteur Jean-Olivier Chénier et autres. Des lieux ont aussi été mis en relief, dont Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Eustache et de nombreux autres.

À travers toute la nomenclature citée sur le sujet par nos historiens, souvent apparaît le nom de Saint-Benoît, paroisse située dans la région nord de Montréal. Que s'est-il donc passé ces 15 et 16 décembre 1837 pour que le général John Colborne laisse ses troupes et les loyalistes d'Argenteuil s'emparer des biens puis mettre le feu à ce village prospère et à une partie des «rangs»? Qui était l'élite et les paisibles habitants de cette population pour avoir été écrasés par ces supporteurs du pouvoir? Qu'est-il advenu de cette localité?

Tout lieu historique qui se respecte a généralement l'opportunité de pouvoir montrer à ses visiteurs un ou quelques éléments historiques qui cautionnent de l'authenticité des faits : une église, un moulin, un manoir existant de l'époque. À Saint-Benoît, le village a été anéanti!

Cependant, avec courage et acharnement, après avoir pansé leurs blessures et vaincu la terreur, nos anciens ont reconstruit leurs maisons et leurs bâtiments malgré leur pauvreté et leur misère. C'est cette oeuvre magistrale que nous voyons et nous vivons.

Nous nous permettons de vous présenter deux patriotes remarquables de



Jean-Joseph Girouard. Autoportrait.

SOURCE : Gérard Filteau, *Histoire des Patriotes*, Montréal, 1975.

Saint-Benoît, mais qui ont servi de manière totalement différente. D'abord, un mot sur le grand patriote, de tendance modérée, qu'était le notaire Jean-Joseph Girouard.

Jean-Joseph Girouard

Né à Québec en 1794, il était d'origine acadienne de père. Son grand-père maternel était Jean Baillargé, le fondateur d'une longue lignée d'architectes et d'artisans de grand renom. Le jeune Jean-Joseph reçoit son éducation religieuse et intellectuelle du curé Jean-Baptiste Gatién de Saint-Eustache. Celui-ci est agréablement surpris de la facilité avec laquelle son jeune élève, pensif et rêveur, apprend toutes les matières qu'il lui enseigne. Il a un talent remarquable pour le dessin et le portrait, qu'il pratiquera avec une grande habileté.

Devenu notaire en 1816, il ouvre un bureau dans la paroisse voisine de Saint-

Benoît. Il ne tarde pas à se faire une clientèle importante et on le qualifie d'une très bonne réputation. Élu en 1831 puis en 1834, Girouard est député de Deux-Montagnes et devient un ardent partisan de Louis-Joseph Papineau.

Girouard, un homme de bien

Au moment des Troubles de 1837, des patriotes montent des camps d'armée de recrues, d'armes et de vivres et ce, souvent sous la menace. Ce sont des excès comme ceux-là que des modérés comme Girouard condamnent. Le 15 décembre, après la défaite de Saint-Eustache, Girouard qui a toujours envisagé une politique défensive, convainc ses concitoyens de Saint-Benoît de déposer les armes ; les proscrits chercheront refuge dans la fuite. Mais Girouard choisit de se livrer pour aller supporter ses amis en prison.

De retour chez lui, il a l'esprit amer. Il est mécontent de la conduite de l'armée britannique et des volontaires qui ont saccagé son village, il est déçu des relations humaines et de l'action politique. Il décide alors de se retirer de la vie publique.

Après l'Union du Haut et du Bas-Canada en 1840, un nouveau gouverneur anglais, Sir Charles Bagot, désire donner plus de pouvoir aux Canadiens au sein du gouvernement. Girouard est pressé de toutes parts pour qu'il accepte une charge de haut fonctionnaire, puis de ministre. Il refuse ce qu'on lui offre parce qu'il voit l'Union comme une punition envers son peuple suite aux Troubles de 1837 et il souhaite un retour à l'ancienne Constitution.

En janvier 1853, Girouard reçoit un montant d'argent en indemnisation pour les dommages qu'il a subis en 1837. Avec sa nouvelle épouse, Émilie Berthelot, il utilise ce montant, et plus encore, pour la construction de l'Hospice Youville destiné au soin des enfants et des vieillards pauvres et à l'éducation des jeunes filles. Le notaire rebelle et patriote décède le 18 septembre 1855 dans sa «maison blanche» de Saint-Benoît, à l'âge de 60 ans. Grâce à sa facilité d'écrire, il a laissé à la postérité un nombre impressionnant d'écrits et de lettres.

Suite à la page suivante

La maison Girouard

C'est le notaire Jean-Joseph Girouard qui a fait bâtir cette résidence, surnommée à l'époque la «maison blanche». Incendiée en 1837, elle a été reconstruite d'après les plans utilisés lors de la construction de la première maison et sur les mêmes fondations. Une plaque commémorative souligne le séjour de l'homme illustre à l'intérieur de ses murs.

Cette magnifique demeure située au coeur du village de Saint-Benoît est le symbole d'une réalité historique nationale. Des rencontres, des discussions, des décisions tenues en ce lieu, en compagnie de son ami Louis-Joseph Papineau et de l'intelligentsia patriote, ont encore des répercussions sur la population de notre pays.

Étienne Chartier, un homme passionné et changeant

Né en 1798 à Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, Étienne Chartier est fils de cultivateur. Après de brillantes études, il est tenté par la prêtrise, mais décide plutôt d'opter pour le droit. Invité par le curé de L'Assomption, il y fonde une école de fabrique reconstruite d'une grande valeur par le docteur J.-B. Meilleur, futur surintendant de l'Instruction Publique. Durant cette période, M. Chartier a du mal à supporter constamment la situation déplorable des écoles, due à la mauvaise volonté d'une minorité d'Anglais qui gère le pouvoir. Finalement, après une période de réflexion, Chartier se dirige vers



Monseigneur Joseph Signay [1778-1850] en 1836. Toile de Antoine Plamondon.

SOURCE : La peinture au Québec 1820-1850, Québec, 1991.



Le crayon de Jean-Joseph Girouard nous montre ce qu'il reste de Saint-Benoît, après le saccage du vendredi 15 décembre 1837

SOURCE : L'opinion publique, vol. VIII, n° 31, 2 août 1877.

le sacerdoce, ce qui répond davantage à son grand désir de vocation apostolique. Il encaisse un premier refus de son évêque, mais il finit par accéder à la prêtrise.

En 1828, M. Chartier est invité par le curé de Ste-Anne-de-la-Pocatière à lui soumettre un mémoire sur un nouveau système d'éducation basé sur le principe de la liberté et de la promotion de la raison. En 1829, il prend en main la direction du nouveau collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière. À l'inauguration, en présence de nombreux dignitaires, il prononce un discours où il en profite pour s'attaquer au petit groupe d'Anglais au pouvoir, responsable de bien des maux de ses concitoyens. Cela provoque une réaction défavorable de la part des journaux anglais ; l'incident devient une affaire d'État qui a des répercussions jusqu'au parlement de Londres.

Un curé pas comme les autres

Il est ensuite nommé curé à Sainte-Martine, puis aux Becquets ; deux des seize fonctions que l'abbé Étienne Chartier a occupées durant ses 25 ans de prêtrise. Dans ces paroisses, il prend parti pour la majorité des paroissiens faibles et pauvres qui sont souvent en opposition aux notables. Cela ne fait pas l'affaire de l'évêque, Mgr Signay. L'évêque de Québec veut le relever de ses fonctions, mais le curé remet en cause le système hiérarchique de l'Église et demande un système plus démocratique à l'intérieur du clergé !

Mgr Jean-Jacques Lartigue, à Montréal, a lui aussi une formation en droit ; une vive opposition entre ces deux hommes demeure constante. Celui-ci ne veut pas de Chartier dans son diocèse, mais il le nomme tout-à-coup à Saint-Benoît, à condition qu'il cesse de lutter contre le Conseil exécutif, qu'il renonce à vouloir donner des pouvoirs accrus aux laïcs dans la fabrique et à son désir que les curés soient nommés pour au moins trois ans à la tête d'une paroisse.

Le nouveau curé de Saint-Benoît entre de plein fouet dans l'un des principaux centres d'agitation patriotique du Bas-Canada. Chartier a peut-être résisté à l'attraction de l'appel à l'agitation dans la région, mais à la longue, ses sentiments patriotiques contenus remontent à la surface. Il assiste aux assemblées, prononce des discours en termes violents et va, dans ses sermons, jusqu'à inciter ses paroissiens à la révolte armée.

La plupart des curés ont un fort penchant nationaliste, mais craignent une perte de pouvoir aux mains de la petite bourgeoisie : marchands, médecins, avocats et notaires. Pour contrer l'emprise grandissante du Parti Patriote et affirmer son influence auprès du Gouverneur, Mgr Lartigue publie son fameux mandement du 24 octobre 1837. Cet «ordre écrit» aux curés, précise que les «souverains [représentés par les gouverneurs] sont nommés par Dieu, qu'ils ont un pouvoir absolu sur les hommes et

que toute opposition à l'autorité légitime est condamnable». Certains curés sont réticents mais finissent tous par emboîter le pas, sauf Chartier.

Suite à la victoire des Patriotes à Saint-Denis-sur-Richelieu, les Patriotes du nord, sont réellement confiants d'une victoire sur les Anglais. Toutefois, suite à la défaite des Patriotes du 14 décembre 1837 à Saint-Eustache, Chartier constate que la cause est vraiment désespérée. Comme la plupart des chefs patriotes les plus impliqués, il s'enfuit vers les États-Unis. De là, ils espèrent pouvoir continuer à défendre la cause de la liberté de leur peuple.

Mgr Lartigue réplique durement à l'action de son curé; il institue un procès canonique sur Chartier, avec enquête à Saint-Benoît même, à la suite de quoi il lui interdit la pratique sacerdotale et le déchoit de sa cure. Le curé Chartier, durant ce temps, fait du ministère aux États-Unis tout en se joignant aux leaders patriotes en exil qui organisent un plan d'invasion du Bas-Canada qui avorte en 1838.

Chartier, en 1840, semble plus incliné vers la modération. Au niveau politique et religieux, il se pose de plus en plus de questions sur son option et sa conduite. En 1841, il décide de rencontrer Mgr Ignace Bourget, successeur de Mgr Lartigue; l'évêque exige de sa part un pardon public. Donc, dans le journal *Le Canadien* du 10 décembre, il fait publier une longue lettre de soumission, de réparation et de rétractation. En voici une courte citation: «*Pour conclusion, je désavoue pleinement et entièrement le passé, je rétracte sans restriction tout ce que j'ai pu dire ou faire à l'appui des mouvements de 1837 [...]*».

Aegidius Fauteux, éminent journaliste et historien, dira de lui «*qu'il ne fut peut-être pas d'une profonde sagesse, mais il aima immensément son pays et il lui sacrifia jusqu'à ses meilleurs intérêts*».

Revenu au pays en 1845, il est curé à St-Gilles de Lotbinière, lorsqu'il décède le 6 juillet 1853 à l'âge de 55 ans. Sa mort passa presque inaperçue dans le public. ■

* L'auteur est Président du Comité des fêtes du 200^e anniversaire de Saint-Benoît.

PONT DAVID



Nommé en mémoire d'Athanase David [1852-1953], ce pont relie Bois-des-Filion au Bas-de-Sainte-Rose, sur l'Île Jésus. Fils du journaliste et homme politique L.-O. David, Athanase David fut député du comté de Terrebonne à l'Assemblée législative de 1916 à 1936 et en 1939-1940. Il occupa le poste de secrétaire de la province de 1919 à 1936. En 1935, il n'avait été réélu que par une voix seulement. On lui doit le prix littéraire qui porte son nom. Il fut l'un des directeurs du club de hockey Canadien en 1923. Il usa de son influence pour que Saint-Jérôme ravisse le titre de chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne au petit village de Sainte-Scholastique.

PONT VACHON



C'est celui de l'Autoroute 13, aux limites de Boisbriand et de Saint-Eustache. Par ce pont, on peut aller de Dorval à Mirabel. Le pont Vachon rappelle donc la mémoire des quatre frères Vachon qui furent des pionniers de l'aviation civile au Canada, au Québec en particulier. Roméo Vachon fut le pionnier du service postal sur la Côte Nord qu'il inaugura en décembre 1927. Puis il assura un service identique entre Montréal et Rimouski en 1928.

PONT LAFONTAINE



Avant sa construction en 1946, c'est en empruntant le vieux pont Plessis-Bélair que le boulevard du Curé Labelle franchissait la rivière, en s'appuyant sur l'île Bélair. Le nouveau pont a relégué aux oubliettes la famille Plessis-Bélair et honore la mémoire de Louis-Hyppolite Lafontaine, homme politique et chef patriote modéré élu pour la première fois député de Terrebonne en 1830, puis en 1834, 1844 et 1848. La vie et l'oeuvre de ce grand personnage ne se résume pas en un petit paragraphe... Faut-il ajouter qu'il a publié, entre autres - et en 1837 - un document intitulé *Notes sur l'inamovibilité des curés dans le Bas-Canada*.